



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2455
21 août 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte

Le journal
d'Arlette Laguiller

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

La « crise du porc »

Les dégâts de l'économie de marché



Tianjin - Chine

**Dévastée par
la recherche
du profit**

page 7

Rentrée scolaire

**De plus
en plus
chère**

page 9

Migrants

**L'horreur de
la forteresse
Europe**

page 8

La crise dans la filière du porc : les dégâts collatéraux de l'économie de marché

«*La crise du porc*», titrent des journaux en ce début de semaine. Les malheureux animaux destinés à l'abattage n'y sont évidemment pour rien. Les sursauts de colère qui expriment les oppositions d'intérêts entre agriculteurs et capitalistes des industries agroalimentaires ou de la grande distribution rebondissent cette fois dans le secteur de la production et de la commercialisation de la viande de porc. La cause immédiate du mécontentement des éleveurs réside dans le refus des deux principaux industriels du secteur de leur acheter les porcs à un prix leur permettant de rentrer dans leurs frais et de dégager un revenu qui leur convienne. Le conflit oppose aussi les éleveurs à l'État, incapable même d'imposer le compromis sur les prix qu'il avait proposé.

Ce qui se passe dans l'agriculture concerne les classes exploitées des villes, et avant tout la classe ouvrière. Les salariés, les chômeurs et les retraités, en tant que consommateurs, ne peuvent pas accepter que la guerre des prix des produits alimentaires se traduise par des hausses à la consommation, alors que l'étendue du chômage, le blocage des salaires et des retraites, les prélèvements croissants de l'État démolissent déjà leur pouvoir d'achat. Mais aussi, pour des raisons politiques. De quel côté doivent aller notre sympathie et notre solidarité ?

Certainement pas du côté des capitalistes de l'agroalimentaire ou des grandes chaînes de distribution, ennemis directs des exploités. Les bénéfices encaissés par les propriétaires et actionnaires de ces entreprises proviennent fondamentalement de l'exploitation des travailleurs de ce secteur, parmi les plus infects aussi bien pour les salaires que pour les conditions de travail. Mais, lorsque le rapport des forces le leur permet, les capitalistes du secteur complètent leur bénéfice au détriment de leurs petits fournisseurs du monde paysan : producteurs de viande, de lait, de fruits ou de légumes parmi d'autres.

La solidarité des exploités doit aller à ceux des paysans qui vivent de leur propre travail sans exploiter personne, qui se font voler par les banques, les capitalistes de l'industrie et de la distribution, et gruger par l'État. Ce dernier prétend jouer les arbitres, mais il prend parti pour le grand capital.

Le secteur agricole lui-même est cependant dominé par une minorité de capitalistes, qui s'enrichissent en exploitant

les ouvriers agricoles. La hausse des prix à la production, qui est une question de survie pour les petits paysans, est en même temps une source de bénéfice supplémentaire pour les plus gros. Les luttes, même radicales, des petits paysans au fil des décennies ont toujours profité en dernier ressort aux plus riches de l'agriculture et ont conduit à une concentration croissante des exploitations agricoles et à la disparition des plus petites.

Là est le piège fondamental pour les petits paysans, qui ont un pied dans le monde du travail et l'autre dans le monde patronal. L'économie de marché et la concurrence les broient, mais ils ne voient leur avenir que dans cette économie. La défense de leur propriété individuelle est le b.a.-ba de leurs convictions sociales. Ils s'endettent pour investir dans des équipements et machines de plus en plus coûteux afin d'être compétitifs. Mais, ce faisant, ils se passent eux-mêmes le nœud coulant tenu par les banques et enrichissent au passage les capitalistes fabricants de ces équipements. Le résultat de toute cette évolution est, pour les paysans, l'éviction des campagnes de nombre d'entre eux. Et, pour l'ensemble de la société, qu'on parle périodiquement de surproduction de viande, de lait, de fruits ou de légumes, alors que, même ici en France, un nombre croissant de personnes ne se nourrissent pas convenablement et que, sur la majeure partie de la planète, les classes pauvres sont sous-alimentées ou meurent de faim.

La paysannerie, avec ses rêves de consolider la petite propriété en conciliant ses intérêts et ceux des prédateurs du grand capital, n'a aucune solution à une évolution dont elle est pourtant victime. La seule classe sociale qui peut offrir la perspective d'un autre avenir pour la société est la classe ouvrière, la classe de ceux qu'aucun intérêt ne lie à l'organisation capitaliste de la société, à l'économie de marché, à la concurrence, à la propriété privée des moyens de production. La seule qui a la capacité de reprendre le combat du mouvement ouvrier pour le changement révolutionnaire de la société. À condition d'en retrouver la conscience.

La « crise du porc » est une des expressions, et il y en a une infinité d'autres, et de bien plus graves, de l'aberration et de l'injustice de l'organisation capitaliste de l'économie et de la société.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ			
Samu et pompiers de Charente-Maritime	9	Îles grecques: le drame des migrants	8
Chalon-sur-Saône: le maire chasse sur les terres du FN	4	Bison futé menacé	9
Armée: des godillots sur les plages	4	La crise du porc et les géants de l'agroalimentaire	12
De Pétain à de Gaulle: la continuité de l'État	4	DANS LE MONDE	
ISF: la bourgeoisie ne connaît pas la crise	5	Turquie: la combativité intacte à Renault Bursa	6
Deauville: vente record de yearlings		Brésil: le mécontentement récupéré par la droite	6
Époux Balkany: les petites misères des riches	5	Chine: la dévastation à Tianjin	7
Expulsions de locataires en hausse	5	Traité transatlantique: les secrets des trusts	7
Le coût de la rentrée scolaire et universitaire	9	Grèce: l'acharnement à faire payer les pauvres	8
		ENTREPRISES	
		PSA -Sochaux: les seuls vrais assistés	10
		Lettre d'un de nos lecteurs sur Pôle emploi	10
		L'hôpital sous la coupe de la finance	10
		Papeterie Arjo-Wiggins - Wizernes	11
		Air France	11
		RENCONTRE	
		avec les militants de Lutte Ouvrière	11

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Croissance nulle au deuxième trimestre : Sapin est content de lui !

L'Insee vient de publier le taux de croissance de l'économie française, qui est de 0% au deuxième trimestre 2015, après les 0,7% du premier trimestre.

Aussitôt, le gouvernement s'est répandu en commentaires rassurants. Michel Sapin, le ministre de l'Économie, a déclaré que, malgré ce chiffre à première vue décevant, « la reprise est bel et bien engagée en France », alors que

Manuel Valls estime que « l'hypothèse du gouvernement d'une croissance de 1% pour l'année 2015 est confortée ».

Que les chiffres soient bons ou mauvais, le gouvernement cherche de toute façon à convaincre que le

pays est sur le point de sortir de la crise, grâce à sa politique.

Michel Sapin affirme : « Avec le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et la première étape du Pacte de responsabilité et de solidarité, ce sont 20 milliards d'euros qui ont déjà été restitués aux entreprises. (...) Voilà de quoi investir et embaucher ! » Mais les capitalistes ont engrangé les milliards sans investir pour autant,

constate d'ailleurs l'Insee, qui note que l'investissement a ralenti au deuxième trimestre. Et c'est bien là toute la question.

Contrairement à ce que le gouvernement voudrait faire croire, l'économie capitaliste n'a pas pour but de créer des emplois, ni d'améliorer le niveau de vie de la population. Son seul but, ou plutôt celui des capitalistes et de l'État à leur service, est de dégager des

profits. Et rien n'oblige les propriétaires d'entreprises à investir ces profits dans la production, ni à embaucher, s'ils ne prévoient pas d'augmentation de leurs ventes ou s'ils n'y voient pas d'intérêt.

Alors, Sapin promet de garder le cap. C'est-à-dire de continuer à distribuer des milliards de cadeaux aux entreprises. Pour cela, on peut lui faire confiance !

Hélène Comte

Médicaments : déremboursements en vue

Le groupe de travail que la ministre de la Santé, Marisol Touraine, avait installé en mars dernier sur « l'évaluation des produits de santé » vient d'annoncer ses préconisations.

Plusieurs scénarios sont proposés. Une chose est sûre, aucun n'envisage d'augmenter les remboursements. Bien au contraire.

Une des pistes avancées serait de supprimer purement et simplement le niveau de remboursement à 15%, qui concerne pour l'essentiel un certain nombre de somnifères, dont le taux de

remboursement était déjà passé en décembre dernier de 65 à 15%. Avec la suppression de ce taux, seuls les niveaux de remboursement à 60 et 30% seraient maintenus.

Depuis des années, le critère avancé pour établir ces différents niveaux de remboursement a toujours été le degré d'un « service médical rendu » défini par

les autorités. Les médicaments dont ce SMR était le plus faible devaient être de moins en moins remboursés, ou plus du tout.

Des vagues de déremboursement se sont ainsi régulièrement succédé depuis 1999, depuis le ministère d'Aubry à la Santé sous le gouvernement Jospin. Si elles n'ont pas entraîné pour autant la disparition des médicaments concernés, jugés peu efficaces selon les autorités gouvernementales, elles ont en revanche augmenté

le coût de ces médicaments pour les malades. Les somnifères visés cette fois ne sont peut-être pas efficaces pour régler l'origine des troubles du sommeil, mais ils le sont pour rendre la vie plus facile à ceux qui en sont atteints. Leur consommation concerne les plus fragiles, et parmi eux nombre de chômeurs. La suppression du remboursement même minime par la Sécurité sociale entraînera leur non-remboursement par les mutuelles.

Avec cette nouvelle opération en vue de déremboursement, le « service rendu » sera peut-être bon pour les comptes de la Sécurité sociale. En revanche, il ne le sera pas à l'égard des malades, en particulier à l'égard des plus pauvres, qu'il écarte toujours un peu plus de la possibilité de se soigner correctement. Actuellement, 40% du coût des médicaments est à la charge finale des malades. Et ce pourcentage ne cesse d'augmenter.

Michel Rocco

Lutte Ouvrière à votre rencontre

Jusqu'à la fin du mois d'août, les caravanes de Lutte Ouvrière font étape dans de nombreuses villes, à la rencontre des travailleurs et de tous ceux que la situation actuelle inquiète et révolte. Depuis les premières villes où nous sommes passés au début de l'été, les sujets de discussion n'ont jamais manqué. Comment la classe ouvrière peut-elle résister à l'offensive du patronat et du gouvernement à son service ? Pourquoi faut-il affirmer que les migrants sont nos frères de classe, et non des ennemis, comme on veut nous le faire croire ? Que penser du mouvement de colère des agriculteurs et des éleveurs ? Quel avenir pour la jeunesse, qui

a aujourd'hui le chômage pour seul horizon ?

Sur toutes ces questions, les militants de Lutte Ouvrière font entendre le point de vue du camp des travailleurs. Ils affirment qu'il faut construire un parti qui défende ces intérêts dans les entreprises, les quartiers populaires et parmi la jeunesse, un parti qui proclame aussi la nécessaire unité des travailleurs du monde entier face aux divisions mortelles qu'entretient le capitalisme.

Il est urgent de renverser cette société capitaliste qui engendre partout les injustices, la misère et les guerres. Venez discuter de tout cela avec nous. Nous serons dans les villes suivantes :



BRETAGNE

Jeudi 20 août : Lanester
Vendredi 21 août : Vannes
Samedi 22 août : Lorient

POITOU-CHARENTES

Jeudi 20 août : Poitiers
Vendredi 21 août :
Châtelleraut
Samedi 22 août : Blois

PAS-DE-CALAIS

Jeudi 20 août : Calais
Vendredi 21 août :
Boulogne-sur-Mer

Samedi 22 août :

Saint-Omer

LORRAINE

Jeudi 20 août : Metz

Vendredi 21 août :

Thionville

Samedi 22 août : Hayange / Longwy

PYRÉNÉES

Jeudi 20 août : Tarbes

Vendredi 21 août : Pau

Samedi 22 août : Auch

TARN / LANGUEDOC

Lundi 24 août : Albi

Mardi 25 août : Agen

Mercredi 26 août :

Montauban

Jeudi 27 août : Narbonne

Vendredi 29 août :

Perpignan

Samedi 30 août :

Carcassonne

SAVOIE / AIN

Lundi 24 août : Annecy

Mardi 25 août : Albertville

Mercredi 26 août :

Chambéry

Jeudi 27 août : Oyonnax

Vendredi 29 août :

Villefranche-sur-Saône

Samedi 30 août :

Bourg-en-Bresse

ATLANTIQUE /

PAYS-DE-LOIRE

Lundi 24 août : La Rochelle

Mardi 25 août : Rochefort

Mercredi 26 août : Niort

Jeudi 27 août : La

Roche-sur-Yon

Vendredi 29 août : Cholet

Samedi 30 août : Nantes

PROVENCE

Lundi 24 août : Nîmes

Mardi 25 août : Martigues /

Port-de-Bouc

Mercredi 26 août :

Salon-de-Provence

Jeudi 27 août :

Aix-en-Provence

Vendredi 29 août : Vitrolles

Samedi 30 août : Arles

Chalon-sur-Saône : le maire chasse sur les terres du FN

Le maire de Chalon-sur Saône (Saône-et-Loire), membre du parti Les Républicains (ex-UMP), a décidé d'interdire les repas de substitution dans les cantines pour les élèves qui ne mangent pas de porc. Après la décision du tribunal administratif de Dijon de ne pas suspendre cette décision, ce maire de droite a salué ce qu'il interprète comme « une victoire de la laïcité ».

Ce maire a le soutien notable de Nicolas Sarkozy qui, posant lui-même sans rire au défenseur de la laïcité, avait déclaré : « Si vous voulez que vos enfants aient des habitudes confessionnelles, vous allez dans l'enseignement privé confessionnel. »

Les mobiles réels de ces politiciens n'ont, bien sûr,

rien à voir avec une quelconque défense des principes de laïcité. Le maire de Chalon-sur-Saône a voté, il y a peu, la proposition de son prédécesseur d'augmenter de façon substantielle la subvention de la municipalité à l'organisme qui gère l'enseignement catholique. Comme quoi ce n'est pas l'enseignement

confessionnel qui lui pose un problème.

En réalité, cet élu tient, par sa décision, à s'afficher en phase avec la ligne politique de Sarkozy dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017. Sous prétexte de contrer le Front national, il s'agit, pour toute une partie de la droite, non pas de dénoncer le racisme de ce parti, mais de lui faire concurrence sur le terrain des idées xénophobes, dans l'espoir de séduire une partie de son électorat.

En attendant, ce sont des enfants qui sont les victimes de ces calculs sordides.

Vincent Caillet

Armée : des godillots sur les plages

Cet été, certains ont croisé sur les plages la caravane que l'armée organise pour recruter. Pour cela, depuis des mois, elle déploie aussi tout un dispositif publicitaire sur les réseaux sociaux et au travers de spots télévisés.

C'est que l'armée, tous corps confondus, a l'intention de recruter 11 000 soldats d'ici 2016-2017. Or, malgré les moyens déployés, les candidats ne se pressent pas au portillon. Du coup, elle propose même des contrats de deux ans à des jeunes hommes ou femmes âgés de 17 à 29 ans, quel que soit leur niveau d'études. Cela, disent les gradés, afin de permettre à ces jeunes de découvrir l'ambiance militaire, indépendamment de leur choix de faire carrière

ou pas dans l'armée.

Le gouvernement sabre sans états d'âme dans les effectifs de services publics utiles à tous. Mais il donne à l'armée les moyens de recruter. Elle manque de monde, dit-elle, pour faire la guerre en Afrique. En France aussi, selon elle, pour faire face aux risques terroristes, bien qu'elle oublie de préciser que les interventions militaires et la politique de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient contribuent à alimenter ce phénomène.

La grande majorité des jeunes qui s'engagent le font parce qu'ils ne trouvent pas de travail. Mais quel avenir cette société leur offre-t-elle ? Risquer sa vie en menaçant celle des autres.

Anna Pousta

Il y a 70 ans, le procès de Pétain : la continuité de l'appareil d'État de Pétain à de Gaulle

Le 15 août 1945, la Haute Cour de justice condamnait le maréchal Pétain à mort pour intelligence avec l'ennemi et haute trahison. De Gaulle, alors chef du Gouvernement provisoire, commua la peine en emprisonnement à vie. L'histoire officielle oppose aujourd'hui les deux hommes : Pétain serait le collabo, au service du nazisme, alors que de Gaulle incarnerait le salut du pays et de la démocratie.

Avant d'arriver au pouvoir, en 1940, Pétain avait déjà derrière lui une longue carrière de militaire réactionnaire et s'était illustré en vainqueur de la bataille de Verdun, la plus sanglante de la guerre de 1914-1918, mais aussi en réprimant les mutineries des soldats en 1917. Pendant les émeutes de l'extrême droite française en février 1934, il fut appelé à siéger au gouvernement, ses convictions anticommunistes valant recommandation.

Après la débâcle de 1940, qui avait montré l'incurie du haut commandement face à l'armée allemande, la bourgeoisie se réfugia derrière un homme qui semblait pouvoir sauver la situation, en maintenant un appareil d'État capable de préserver ses intérêts dans les conditions de la défaite militaire face à l'Allemagne. C'est dans ces circonstances que Pétain fut appelé au pouvoir.

Après avoir signé l'armistice, Pétain instaura sa dictature. Une dictature qui était l'enfant légitime de la République, puisque ce furent les élus de la

Chambre des députés du Front populaire – moins les 72 députés communistes qui avaient été déchus en 1939 – qui votèrent en majorité pour remettre les pleins pouvoirs à ce militaire réactionnaire.

Si la France fut occupée, l'appareil d'État, sa police, une partie de son armée, son personnel politique restèrent en place pour défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale. Ce fut d'ailleurs la principale ligne de défense de Pétain après la Libération : il avait sauvé l'État français face à l'Allemagne.

Le régime de Pétain répondait également aux souhaits de la bourgeoisie, en lui permettant de prendre sa revanche après la peur suscitée par les grèves de juin 1936. Les précédents gouvernements étaient déjà revenus sur les acquis de la grève, celui de Pétain allait poursuivre leur œuvre, traquant les communistes, les socialistes et les syndicalistes, instituant des syndicats corporatistes pour faciliter l'exploitation des travailleurs dans les entreprises.

Le gouvernement collabora également avec les nazis pour traquer les résistants et surenchérit sur la politique antisémite en arrêtant les enfants juifs, lors de la rafle du Vel-d'Hiv, alors que les autorités allemandes ne le lui demandaient pas.

De Gaulle, que l'on présente comme l'antithèse de ce régime odieux, était entré dans le cabinet de Pétain en 1925, quand ce dernier était vice-président du Conseil supérieur de la guerre. Aussi anticommunistes l'un que l'autre, les deux hommes se respectaient. En 1920, le capitaine de Gaulle s'était d'ailleurs engagé aux côtés de l'armée polonaise, pour combattre la révolution russe. Du point de vue politique, rien ne les opposait. Seulement, en 1940, de Gaulle fut partisan de continuer la guerre aux côtés des Alliés, faisant le pari que ce serait ce camp-là, et non celui de l'Allemagne, qui sortirait vainqueur du conflit. Il pensait qu'il fallait que les intérêts de la bourgeoisie française soient également défendus dans le camp opposé à l'Allemagne.

Il fallait également maintenir l'appareil d'État, pour que la bourgeoisie puisse faire face aux troubles sociaux susceptibles de se propager et de se transformer, comme cela fut le cas à la fin de la Première Guerre mondiale, en une vague révolutionnaire,



demandant des comptes à tous ces bourgeois qui avaient continué à faire des affaires et à s'enrichir pendant le conflit.

Si Pétain, Laval et quelques autres hommes politiques furent jugés, voire condamnés à mort, l'essentiel de l'appareil d'État demeura intact. De Gaulle attribua même la Légion d'honneur à la police parisienne, pourtant largement compromise dans la chasse aux Juifs et aux résistants. Sur 2 100 magistrats du régime de Vichy, 260 seulement furent suspendus, le plus souvent

temporairement. À la fin de la guerre, avec l'appui des partis de la Résistance, et au premier chef du PCF, qui proclamait alors « un seul État, une seule police », de Gaulle conserva et blanchit l'appareil d'État que Pétain avait préservé durant la guerre, pour qu'il puisse continuer à jouer son rôle de rempart de la bourgeoisie.

Les deux hommes, issus d'un même milieu militaire, politique et social profondément réactionnaire, étaient au service d'une même classe, la bourgeoisie.

Aline Urbain

Époux Balkany : les petites misères des riches

Le feuilleton judiciaire des époux Balkany continue. Le député-maire sarkozyste de Levallois avait déjà été condamné en 1996 à quinze mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts après avoir « employé aux frais des contribuables trois personnes pour servir à table et faire le ménage dans son appartement de Levallois et sa résidence secondaire de Giverny ».

Balkany et son épouse sont maintenant poursuivis pour dissimulation de patrimoine, fraude fiscale, corruption et blanchiment de fraude fiscale et de corruption.

La justice leur reproche d'avoir grugé l'ISF quant à la valeur réelle de leur patrimoine. Ils avaient « omis » de déclarer, ou caché derrière des sociétés-écrans, certains de leurs biens, telle une villa à Saint-Martin, une île

huppée des Antilles, ou encore leur luxueux moulin de Giverny, avec piscine et hammam, une « simple maison familiale » aux dires d'Isabelle Balkany, sans oublier leur villa du Maroc, dont le couple assure n'être que locataire pendant les vacances.

Devant ce qu'elle qualifie « d'acharnement médiatique », Isabelle Balkany a confié ses états d'âme : « Je n'y suis pour rien si j'ai été élevée dans un hôtel particulier de 3000 m² du 16^e arrondissement de Paris et si, enfant, j'allais en Rolls à l'école. » Et d'ajouter qu'elle n'aurait « jamais dû faire de politique ».

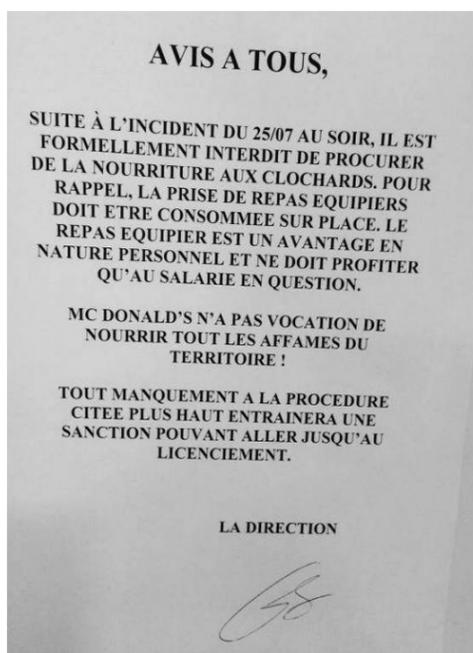
La pauvre petite fille riche n'a donc pas choisi de naître une petite cuillère en or dans la bouche. Mais elle a su, avec son mari, mettre à profit positions et relations politiques pour continuer à vivre – très confortablement – en parasite.

Nadia Cantale

Hyères : ça se passe comme ça chez McDonald's

L'affichette a été placardée dans la salle de repos des salariés du McDo de Hyères dans le Var, quelques jours après une altercation entre deux sans-abri à la porte du restaurant. Elle a aussi et surtout été apposée parce qu'un jeune salarié de l'établissement avait l'habitude d'offrir aux pauvres les repas auxquels il a droit.

Depuis, et devant le toléré sur la toile, la direction nationale de McDonald's a présenté ses excuses et celles du directeur de l'établissement. « Le restaurant, dit-elle, a affiché des consignes pour prévenir les incidents et préserver la sécurité de ses clients. » Et d'ajouter que « le procédé et la formulation se sont



révélés maladroits».

En gros, c'est la manière de faire du restaurant varois qui serait choquante mais pas le fond. Car la nourriture n'est pas faite pour satisfaire la faim mais pour être vendue. Comme l'a dit le jeune homme qui offre ses repas, « il y a quand même quelque chose qui cloche... »

N.S.

Deauville : vente record de pur-sang yearlings

Si pour les producteurs de porcs, les agriculteurs et surtout les travailleurs les temps sont à la crise et à l'austérité, des îlots de bonheur demeurent dans ce pays... pour les riches parasites d'ici et d'ailleurs. Ces derniers ont un rendez-vous annuel tous les 15 août à Deauville, où se tient la vente de pur-sang de moins de un an, les yearlings. Considérés comme des produits de grand luxe, ils sont devenus des objets de spéculation (dans tous les sens du terme), des investissements pour des acquéreurs richissimes qui escomptent ce que

en prestige et en argent, les futures victoires de leurs pur-sang sur des hippodromes du monde entier.

Cette année le champagne a pu couler à flots, les ventes ont battu des records. Une enchère a même atteint le record historique de 2,6 millions d'euros. On peut noter qu'un palefrenier qui travaille dans un haras peine à gagner un salaire de 1300 euros par mois : il lui faudrait donc 113 années de travail sans rien dépenser pour pouvoir s'acheter ce poulain qu'il entretient.

Si l'acquéreur du poulain à 2,6 millions est un émir de Dubaï, on compte parmi les acheteurs de

nombreux Sud-Africains, des Américains, des Anglais, des Japonais...

Mais la grande gagnante, c'est une entreprise appartenant à la bourgeoisie française, la maison Arquana, une filiale du groupe Dassault spécialisée dans la vente de pur-sang, dont le président déclare : « C'est un marché en hausse permanente, porté par les émirs de Dubaï et du Qatar, mais aussi de plus en plus par les grandes fortunes britanniques, américaines ou autres en mal d'investissements. » Une nouvelle illustration du parasitisme des très grands riches.

Christian Chavaux

ISF : la bourgeoisie ne connaît pas la crise

Dans son édition du 14 août, le journal *Le Monde* notait que l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) avait atteint en 2014 le niveau record de 5,19 milliards d'euros.

L'ISF avait été créé en 1982 par le gouvernement Mauroy (PS) dans le but de financer le Revenu minimum d'insertion (RMI), ancêtre de l'actuel RSA, qui assure à peine de quoi survivre à ceux qui n'ont plus droit au chômage.

L'ISF ne fait en réalité qu'effleurer la fortune des riches. Il est d'ailleurs plafonné. L'impôt sur les revenus de 2014 ajouté à l'ISF de 2015 (et non l'ISF seul, comme nous l'avons

écrit par erreur dans le numéro précédent) ne doit pas dépasser 75% des revenus perçus en 2014. Le patrimoine des 500 familles les plus riches de France était, en janvier 2015, estimé à 460 milliards d'euros.

Le niveau atteint par la collecte de cet impôt cette année n'affecte donc qu'une infime partie de la fortune des plus riches. Mais ce record n'est qu'un effet mécanique du niveau

croissant de la prospérité de la bourgeoisie prise dans son ensemble. Sont assujettis à cet impôt ceux dont le patrimoine excède 1,3 million d'euros. Ils étaient quand même 331 010 à payer l'ISF en 2014, soit 6% de plus que l'année précédente.

Tout cela n'empêche pas les patrons de continuer de dire sur tous les tons qu'ils sont « pris à la gorge », invoquant les charges « qui plombent les entreprises » et la concurrence des pays où la main-d'œuvre est moins chère.

Pleurer la bouche pleine, tout un art de vivre...

Vincent Caillet

Expulsions de locataires : en hausse pendant l'été

Ces dernières semaines, les expulsions locatives se sont multipliées. Les bailleurs profitent de l'été pour jeter à la rue des milliers de personnes, y compris de salariés ayant un emploi, qui ne peuvent pas suivre la hausse des loyers.

Et cela aussi bien dans des logements du secteur privé que dans celui des HLM, pourtant présenté comme social et à loyers dits modérés.

D'après des associations de défense des locataires, les victimes de ces expulsions sont de plus en plus souvent des femmes, des enfants et même des personnes handicapées. Depuis fin juillet, à Paris, plusieurs dizaines d'expulsés protestent en campant sur la place de la République.

En 2014, 12 000 expulsions ont eu lieu en France. Les départements les

plus touchés sont les plus pauvres, comme la Seine-Saint-Denis qui totalise près d'un quart de toutes les expulsions du pays.

Il y a bien des lois et règlements censés protéger les locataires. Ainsi la loi DALO (droit au logement opposable) de 2007 prévoit en théorie que l'État doit reloger les 60 000 ménages qui en sont reconnus bénéficiaires. Il y a aussi la circulaire Valls-Duflot de 2012, qui incite au moins les préfetures à ne pas les expulser. Mais ces dispositions sont peu ou pas

appliquées par les autorités censées faire respecter la loi. En 2014, en Île-de-France, seuls 19% des ménages reconnus prioritaires aux termes de la loi DALO ont obtenu un logement.

D'un côté, il y a des lois qui ne protègent guère les locataires, en tout cas les plus vulnérables d'entre eux ; de l'autre côté – mais ce sont en fait deux aspects d'une même réalité injuste – les autorités prétendent ne pas avoir les moyens de les reloger. Ce ne sont pourtant pas les logements inoccupés qui manquent : l'Insee en recense 2,6 millions !

L'interdiction des expulsions locatives est à défendre au même titre que l'interdiction des licenciements.

Thomas Baumer

Turquie : combativité intacte à Renault Bursa

Le 11 août, à la veille de la fermeture estivale de l'usine, les travailleurs de Renault Bursa, en Turquie, ont voulu donner un avertissement à la direction. Ils ont manifesté et défilé dans toute l'usine en scandant « On part ensemble, on rentre ensemble », avant de se donner rendez-vous le 24 août, jour de la reprise, devant l'entreprise, pour vérifier qu'aucun d'entre eux ne manquait à l'appel.

Le message est clair : si, comme le bruit en court, la direction profite de ses camarades de travail. Elle voulait tester la réaction du personnel, qui avait repris le travail deux semaines plus tôt. Eh bien, la réponse a été immédiate : toute l'équipe, soit 1 500 personnes, a cessé le travail et le licencié a dû être réintégré.

Deux semaines plus tard, une seconde tentative a eu lieu. Cette fois, la direction a tenté de s'en prendre aux huit délégués que les grévistes avaient choisis pour diriger le mouvement. Renault a annoncé que, « pour des raisons légales », il ne pouvait y avoir à la fois les anciens délégués, ceux du syndicat officiel Türk Metal-Is, et ceux désignés par la grève comme interlocuteurs. Là encore, la réaction a été immédiate : une manifestation impressionnante de l'ensemble de l'équipe après le travail a obligé Renault à reculer de nouveau.

En Turquie, un syndicat ne peut être reconnu comme représentatif dans une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi



Manifestation le 11 août, à la sortie du dernier jour de travail, les ouvrières en tête.

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

une entreprise que si plus de 50 % des salariés y adhèrent. L'adhésion à un syndicat est obligatoire pour pouvoir bénéficier des accords signés avec les organisations patronales. Depuis des années, le patronat de la métallurgie impose Türk Metal-Is (TM), un syndicat véreux qui défend ouvertement ses intérêts. Les travailleurs qui par le passé ont contesté ce syndicat ou en ont démissionné, ont été purement et simplement licenciés. C'est contre un accord qui ne prévoyait que des hausses de 3 % sur trois ans, accord signé et défendu par ce syndicat, que la grève avait éclaté. C'est pourquoi

Chine : la recherche du profit dévaste une ville entière

Mercredi 12 août, à Tianjin, une métropole de 14 millions d'habitants non loin de Pékin, deux explosions dans un entrepôt de produits dangereux ont causé la mort, bilan malheureusement encore provisoire, de 114 personnes, dont de nombreux pompiers. 95 personnes sont de plus portées disparues, 722 sont hospitalisées, les dégâts sont immenses.

Les habitants, dont des milliers ont dû être évacués, craignent aussi une catastrophe sanitaire et écologique, car près de 700 tonnes de cyanure de sodium, qui ont dégagé des gaz mortels durant l'incendie, auraient été stockées, alors que l'entrepôt qui a explosé n'était autorisé à en contenir que 24 tonnes. C'est donc bien le mépris des règles de sécurité par les dirigeants de cette entreprise, que l'on dit proches du pouvoir de Pékin, qui explique cette catastrophe. Elle se rajoute à la longue liste des accidents industriels en Chine.

« L'atelier du monde », qui tourne à plein régime pour le plus grand profit de l'économie capitaliste mondiale, et en particulier d'une myriade d'entreprises petites et grandes du monde impérialiste dit civilisé, méprise la sécurité des travailleurs comme celle des habitants. Dans les mines, les installations obsolètes provoquent

régulièrement des explosions meurtrières. Mais des drames analogues se produisent également dans les industries de haute technologie. Il y a un an, à Shanghai, 75 personnes ont été tuées après une explosion dans une usine de pièces détachées ; en août 2014, 146 ont également péri dans une usine de pièces automobiles. En 2013, 119 personnes mouraient dans l'incendie d'un abattoir de volailles. Partout, pour faire baisser le coût de la main-d'œuvre et s'envoler les profits, les autorités chinoises ferment les yeux sur les conditions de travail. Largement corrompues, elles se servent au passage.

Mais elles ne sont pas les seules à profiter de la situation. Le port de Tianjin abrite de très nombreuses



entreprises internationales. Toyota y a installé une usine, alimentée par les industries de pièces automobiles. Elle n'a pas été touchée par l'explosion. D'autres n'ont pas eu cette chance : 10 000 voitures importées ont été détruites, dont 1 500 Renault et 2 750 Volkswagen. Certes, la bourgeoisie chinoise prospère aujourd'hui en exploitant au maximum des

centaines de milliers de travailleurs. Mais elle n'est pas la seule, ni d'ailleurs la principale bénéficiaire de cette exploitation au goût de sang : les grands groupes occidentaux sont les premiers à fermer les yeux sur les conditions de vie et de sécurité des ouvriers chinois et des résidents des grands centres industriels de ce pays. Ce qui les y attire, c'est le faible

Aline Urbain

Brésil : le mécontentement récupéré par la droite

Le week-end des 15 et 16 août, de grandes manifestations se sont déroulées dans les villes du Brésil, réunissant entre un et deux millions de personnes, à l'appel du PSDB, le principal parti de l'opposition de droite. Les manifestants dénonçaient la corruption du Parti des travailleurs (PT), de ses alliés au gouvernement, de son fondateur Lula, et ils réclamaient la destitution de la présidente Dilma Rousseff.

Des manifestations semblables, orientées à droite, avaient déjà eu lieu le 15 mars. Depuis l'instauration de la dictature militaire en 1964, les manifestations étaient le monopole de la gauche et de la classe ouvrière : ce n'est plus vrai désormais. C'est que le PT est au pouvoir depuis douze ans, et depuis douze ans mène une politique antiouvrière, ouvertement au service de la grande bourgeoisie.

D'ailleurs une partie des manifestants du week-end n'étaient pas des bourgeois grands ou petits, mais des chômeurs, des travailleurs précaires, des étudiants

issus des classes populaires. Les manifestants ne parlaient pas seulement de corruption, mais aussi du mauvais état de la santé et de

Nettoyage social à Rio

La mairie de Rio est en train de racheter et de faire détruire les maisons de la favela Vila Autodromo. Ce quartier populaire qui abritait 600 familles, situé à une trentaine de kilomètres du centre-ville, a le malheur d'être proche du parc olympique. Le plan initial, qui l'épargnait, a été modifié et à sa place seront construits des voies d'accès et des parkings.

l'éducation, du chômage, de l'inflation. Les politiciens de droite sont suffisamment démagogues pour reprendre ces revendications, trop contents que des gouvernements « de gauche » mènent leur politique, souvent plus efficacement qu'eux. Mais il ne faut pas compter sur eux pour gouverner autrement.

Les chefs de file du PSDB étaient dans la rue, certes, et réclamaient comme tout le monde la destitution de la présidente. Mais cela aussi était démagogique.

Les Jeux Olympiques ouvriront à Rio le 5 août 2016 et les travaux de construction des installations sportives et hôtelières battent leur plein. Les terrains ont été pour la plupart acquis ou récupérés, souvent à l'occasion du Mondial de foot de 2014. La ville avait alors récupéré toute sorte de terrains occupés illégalement depuis des décennies, pour agrandir des routes, bâtir des

Le communiqué de la Fiesp (l'équivalent brésilien du Medef) ou l'éditorial du grand quotidien *Globo*, reflétant l'opinion de la grande bourgeoisie, étaient d'ailleurs mesurés. Comment les gens-là pourraient-ils vouloir renverser un gouvernement qui aggrave les impôts, généralise la précarité pour les travailleurs et réforme à tour de bras Sécurité sociale, retraites, droit du travail, etc. ?

Et même sur le thème principal des manifestants,

la corruption, la droite n'a rien à envier au PT et à ses alliés, actuellement englués dans le scandale autour de Petrobras, la société pétrolière nationale. La droite est aussi à ses scandales, ses affaires de corruption, ses notables pourris. C'est même elle qui a mis en place les systèmes de financement occulte que le PT a utilisés quand il est arrivé aux affaires. Elle n'a pas intérêt à un grand ménage.

C'est cette droite cependant qui, de fait, se renforce

temps elles faisaient monter la cote du quartier, en éloignant les plus pauvres. Il s'agissait d'un « nettoyage » social, dans une ville où la présence de collines escarpées rapproche les favelas misérables des quartiers aisés.

Le parc olympique est installé loin du centre, mais il provoque la même spéculation et le même éloignement de la population laborieuse.

du discrédit de ce gouvernement dit de gauche, et qui parle y compris au nom d'une partie des travailleurs que sa politique révolte. Il faut souhaiter que ce mécontentement trouve bientôt à s'exprimer, non par la voix de ces démagogues, mais sur un terrain de classe, celui des revendications ouvrières, qui auront contre elles tous les politiciens bourgeois unanimes, de droite comme de gauche.

Vincent Gelas

On rachète à un bon prix les maisons des expulsés de Vila Autodromo, dont certains sont relogés à proximité dans des logements sociaux neufs. Mais au final c'est une nouvelle zone qui se dégage pour les riches, brésiliens et étrangers, où les travailleurs ne reviendront que comme domestiques, gardiens d'immeubles et ouvriers d'entretien.

V.G.

De Tianjin à AZF : la paille et la poutre

Toute la presse française s'indigne de la censure des médias chinois qui minimisent ou taisent les risques écologiques de l'explosion de Tianjin. Ces médias, soumis à une censure renforcée à cette occasion, ont en effet tardé à révéler les risques liés à la présence de cyanure de sodium hautement toxique.

Mais les médias français

ont eux-mêmes été étrangement silencieux quand des accidents analogues ont eu lieu en France. On se souvient de la catastrophe d'AZF à Toulouse en 2001, où l'explosion d'un site dépendant du groupe Total avait provoqué la mort de 31 personnes et fait plus de 2 500 blessés. La presse complaisante, et là sans qu'elle ait à invoquer une censure d'État, s'était

chargée de relayer les mensonges de Total, qui prétendait qu'un attentat pouvait expliquer l'explosion. En revanche, elle s'était bien gardée de relayer l'exigence des habitants sinistrés qui cherchaient à se faire indemniser par le groupe. Et les différents procès mettant en cause Total ont été bien mal couverts par les médias.

Qui sait qu'encore

A. U.

Traité transatlantique : les secrets des trusts bien gardés

Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, association qui s'est fait une spécialité de révéler des informations que les grands du monde économique et politique veulent tenir secrètes, a déclaré qu'il offrirait 100 000 euros à qui lui fera parvenir le texte de l'accord de libre-échange États-Unis - Europe, dit Tafta, en cours de négociation depuis juillet 2013.

Il faut dire que le contenu de ces négociations, en vue de conclure entre les trusts et les gouvernements qui défendent leurs intérêts des deux côtés de

l'Atlantique un « accord de partenariat sur le commerce et l'investissement », se déroulent dans le plus grand secret.

Au point qu'en raison d'une fuite sur son contenu, qui émanerait de Bruxelles, la Commission européenne a annoncé le 24 juillet dernier que les documents concernant ces négociations ne seront désormais plus transmis par voie électronique ou sur papier. Pour les consulter, les rares personnes autorisées à le faire devront se rendre dans une salle de lecture à Bruxelles, où il est interdit

d'utiliser un téléphone portable ou tout autre appareil équivalent, et même de prendre des notes, comme le racontait le 18 juillet sur France Inter Yannick Jadot, député européen, qui fait partie des personnalités habilitées.

À défaut de se rendre à Bruxelles, Michel Sapin, ministre de l'Économie, pourra aller à l'ambassade des États-Unis à Paris s'il veut prendre connaissance de l'état des négociations.

Cette volonté de garder à ce point secrètes les tractations entre trusts

européens et américains ne peut évidemment rien augurer de bon pour les populations des deux côtés de l'Atlantique. Mais elle n'est jamais qu'à l'image de cette société capitaliste où, du secret commercial au secret bancaire en passant par le secret des affaires, sans oublier les accords diplomatiques et militaires entre grandes puissances, tout ce qui touche au capital et aux magouilles de ceux qui le contrôlent est soigneusement caché aux populations.

Jean-Jacques Lamy

Grèce : l'acharnement à faire payer les pauvres

Le troisième plan d'austérité imposé à la Grèce par les grandes puissances a été voté par les députés grecs le 14 août, avec les voix de la droite et du centre. La séance a été houleuse, avec l'affichage de la fracture interne à Syriza, le parti du gouvernement, puisque 44 de ses 149 députés ont voté contre ou se sont abstenus.

Le Premier ministre Tsipras envisagerait de poser au Parlement la question de confiance, qui serait suivie, en cas d'échec, d'élections anticipées. Mais, pour l'heure, son principal souci est d'obtenir de quoi rembourser la Banque centrale européenne (BCE).

Ce plan accorde environ 85 milliards d'euros à la Grèce sur trois ans, par tranches et sous contrôle des institutions européennes, assurées ainsi de pouvoir continuer à exercer leur chantage sur le gouvernement. Sur les premiers 26 milliards d'euros, 3,5 milliards iront à la BCE, 7 autres au remboursement du prêt-relais accordé en juillet et 10 milliards iront renflouer les banques grecques. Ce plan de sauvetage va donc, comme d'habitude, « sauver » les financiers.

Les grands groupes européens et grecs ne sont pas non plus oubliés, avec la reprise des privatisations imposées par les créanciers internationaux. La concession de 14 aéroports

régionaux, gelée à l'élection de Tsipras, a été confirmée. Sont aussi visés les ports du Pirée et de Thessalonique, la distribution de l'électricité, les chemins de fer, etc.

Îles grecques : le drame des migrants et la forteresse européenne

Entre le 8 et le 14 août, près de 21 000 nouveaux migrants sont arrivés en Grèce. Beaucoup arrivent sur l'île de Kos, proche de la Turquie, à l'est de la mer Égée. Des centaines de touristes européens y côtoient des milliers de réfugiés, venant surtout de Syrie et d'Irak.

Jusqu'à 7 000 migrants sont restés bloqués sur l'île, en attente d'un laissez-passer pour l'Europe. Dans cette situation, toutes les solutions proposées sont inhumaines.

Des stades ou des bâtiments abandonnés sont transformés en camps où s'entassent des familles. Souvent, il n'y a pas de distribution de nourriture, pas d'eau, pas d'électricité. Par solidarité, des habitants tentent de remédier à l'incapacité des autorités et à l'inhumanité des puissances d'Europe. Les

Le plan est assorti d'une série de mesures d'économies qui vont rendre la vie des travailleurs encore plus difficile. Dès juillet, la hausse des taux de TVA a renchéri produits et services et, d'ici la fin 2016, cela frappera aussi les îles, où tout est déjà plus cher. Les cotisations maladie pour les retraités ont augmenté, les retraites anticipées vont disparaître; le nouvel impôt foncier tombera dès

septembre; pour les travailleurs endettés, les saisies ne seront plus limitées à 25 % des salaires ou des pensions, et la loi facilite maintenant l'expulsion de ceux qui ne peuvent rembourser leurs dettes.

La situation dans la santé est catastrophique. La rentrée scolaire est sur la même pente: sur 25 000 postes non pourvus, 12 000 seront peut-être comblés. Le chômage

dépasse toujours 25 % et frappe un jeune sur deux; les emplois, souvent à temps partiel, non déclarés ou payés avec du retard, sont bien loin d'atteindre tous 500 euros.

Le plan des créanciers internationaux est intenable, incapable de redresser l'économie, ils le savent, et même ils le disent. Que leur importe: la population grecque paiera!

Sylvie Maréchal

124 000 réfugiés sont arrivés en Grèce par la mer, sept fois plus qu'en 2014 pour la même période, et que leur situation est la pire que le monde ait connue depuis les années 1950.

Les responsables de l'ONU, qui n'ont rien à proposer aux migrants, font la morale au gouvernement grec, lui réclamant de « mettre en place un mécanisme d'assistance humanitaire adéquat ». Sans chercher à excuser la politique de l'administration grecque, il est évident qu'une île de 33 000 habitants ne peut accueillir un flot incessant de réfugiés, pas plus que celle de Lesbos et quelques autres dans le même cas. Et la Grèce, étranglée par la crise, n'est

pas le lieu d'accueil le plus favorable aux migrants qui fuient la misère.

Mais c'est bien timidement que le HCR dénonce les moyens honteusement faibles que les grandes puissances d'Europe consacrent à l'accueil des migrants.

Le gouvernement Hollande illustre cela: il ne tient même pas sa dérisoire promesse d'accueillir 9 100 migrants sur deux ans! La France, comme toutes les grandes puissances, se lave les mains de leur sort. Pourtant, de la Syrie à l'Afghanistan, de la Libye à l'Irak, ce sont elles qui ont semé la guerre et le chaos qui contraignent les migrants à fuir.

Christian Chavaux

Hongrie : un mur de la honte pour barrer la route aux migrants

Depuis la mi-juillet, le gouvernement hongrois élève un mur hérissé de barbelés et de lames de rasoir, le long de sa frontière avec la Serbie. Construit par des soldats, mais aussi par des chômeurs réquisitionnés sous peine de perdre leurs indemnités, il devrait être renforcé par un second mur de 4 mètres de haut.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban use de la peur de l'immigration dans sa rivalité avec le parti d'extrême droite Jobbik. Il a accusé les migrants de provoquer « un accroissement de la criminalité, dont les viols, et du chômage ». Il a aussi fait placarder d'immenses affiches proclamant: « Si vous venez en Hongrie, sachez que vous ne pourrez pas prendre le travail des Hongrois. » Des affiches en hongrois, donc incompréhensibles pour les réfugiés afghans et syriens, qui seraient un millier chaque jour à franchir la frontière serbo-hongroise, et qui s'adressent surtout à l'opinion réactionnaire sur

laquelle s'appuie Orban, comme nombre de ses pairs en Europe.

Et force est de constater qu'Orban ne fait qu'ajouter un nouveau mur de la honte à ceux qui entourent déjà l'Europe: entre les enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila et le Maroc, en Grèce et en Bulgarie, aux frontières avec la Turquie.

D'autres pays européens n'ont pas choisi d'ériger de tels murs. Mais tous, même ceux qui n'ont pas de frontière avec des pays non-membres de « l'espace Schengen », multiplient les obstacles de toute sorte pour barrer la route aux migrants. Les murs entourant le site



d'Eurotunnel à Calais ont été renforcés cet été, pour empêcher les migrants d'accéder aux voies et de passer en Angleterre.

Viktor Orban prétend bloquer les migrants qui, fuyant le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak ou la Syrie, tentent de pénétrer

dans l'Union européenne. Mais, après avoir traversé des milliers de kilomètres, ils ne sont pas prêts à se laisser arrêter. Certains réussissent à couper la clôture de barbelés. D'autres se préparent à changer d'itinéraire, et à entrer en Hongrie par la Roumanie

ou la Croatie, là où n'existe pas (encore ?) de mur.

Mais aucun mur n'empêchera ces hommes, ces femmes et ces enfants, fuyant les horreurs de la guerre ou de la misère, d'essayer de franchir les frontières.

Hélène Comte

Allocation de rentrée scolaire : l'école de plus en plus chère

Mardi 18 août, l'allocation de rentrée scolaire a été versée à trois millions de familles, pour les aider à acheter les fournitures nécessaires. Considérant que le prix de ces fournitures n'avait quasiment pas augmenté cette année, le gouvernement a choisi de ne pas modifier le montant de l'allocation, qui varie de 362 à 396 euros selon l'âge de l'élève.

L'association Familles de France, qui a réalisé une enquête auprès de ses adhérents, estime que l'inflation en matière de fournitures atteint cette année 0,7%, et non 0,1%, comme l'affirme le gouvernement. Elle constate aussi que les sommes versées sont de toute façon insuffisantes dans le cas des lycéens, et en particulier pour les élèves des filières professionnelles qui peuvent avoir à dépenser plus de 1000 euros pour l'achat du matériel spécialisé qui leur est demandé.

Mais le coût de la scolarité inclut bien d'autres dépenses que les seules fournitures, des dépenses qui risquent d'augmenter de manière importante en cette rentrée 2015.

Cela fait des années que l'État se désengage du financement du système éducatif. Il en assume désormais moins des deux tiers, laissant le reste de la facture aux collectivités locales. Or, si ces dernières reçoivent des dotations censées compenser ces dépenses supplémentaires,

ces dotations de l'État sont en constante diminution. En 2015, elles doivent baisser de 3,7 milliards par rapport à 2014, et d'ici 2017 la baisse cumulée atteindra un total de 11 milliards.

Rentrée universitaire : il y en aura pour tous les coûts !

Bien malin qui peut dire combien coûtera réellement la rentrée universitaire pour tous les étudiants, car ce coût relève de bon nombre de critères divers et variés. Ce qui est certain en revanche, c'est que tous ne sont pas logés à la même enseigne.

Les différents organismes et syndicats étudiants, qui publient chaque année des indicateurs sur le coût de la rentrée universitaire, se livrent depuis quelques jours une guerre de chiffres et de mots. Les uns affirment que la rentrée coûtera moins cher en 2015, du fait du gel des frais d'inscription, de la baisse des transports en commun, de la mise en œuvre de la loi ALUR sur le logement... ce qui reste à démontrer

En effet d'autres chiffres montrent d'ores et déjà une augmentation importante des loyers dans plusieurs

Dans cette situation, les communes les plus pauvres doivent rogner sur leurs dépenses. Certaines ont choisi cette année d'augmenter le tarif des transports scolaires, de la cantine, de la garderie avant et après les horaires de cours, ou bien encore des activités périscolaires.

L'allocation de rentrée scolaire, déjà souvent insuffisante, sera bien incapable de couvrir toutes

ces dépenses supplémentaires. Et de toute façon elle ne concerne que 5 millions d'élèves sur un total de 12,7 millions. Bien des familles populaires n'y ont pas droit, car cette allocation est conditionnée à des plafonds de ressources particulièrement bas. Dans le cas d'un couple avec un enfant, il suffit que les deux parents aient un emploi au smic pour dépasser ce plafond ! Marisol Touraine, la

ministre des Affaires sociales, ose affirmer dans un communiqué que « le versement de l'allocation de rentrée scolaire (...) contribue à offrir à chaque enfant, quel que soit son milieu social, des chances égales de réussite ».

Pour les familles de milieu populaire, l'école gratuite et égale pour tous, c'est un mythe de plus en plus éloigné de la réalité.

Valérie Fontaine

de fortes disparités entre les régions, en fonction du logement et des transports censés baisser.

De toute manière, les chiffres et surtout les moyennes ne reflètent la réalité que de façon déformée. Ne serait-ce que parce qu'un même coût ne représente pas du tout la même contrainte pour tous les étudiants, selon leurs ressources, selon que leurs parents peuvent les aider ou pas, voire leur fournir un logement. Pour les étudiants issus des milieux populaires, ce coût pèse forcément plus lourd, voire beaucoup plus lourd. Un tiers des étudiants ne reçoivent aucune aide de leurs parents, mais seuls un quart d'entre eux sont boursiers. La moitié des étudiants doivent exercer une activité salariée. 20 %

n'ont pas de complémentaire santé. Voilà quelques chiffres éloquentes.

Comme sont éloquentes les montants des frais d'inscription des grandes écoles de commerce, qui augmentent eux aussi chaque année, mais ne sont accessibles qu'à une toute petite minorité d'étudiants issus des classes privilégiées : en 2015 les frais d'entrée à l'École des hautes études commerciales atteignent par exemple 45 000 euros par an, ceux de l'Emlyon Business School 39 500 euros par an...

Les étudiants n'échappent pas aux inégalités sociales, et le coût de la rentrée universitaire ne sera pas le même, « selon que vous serez puissant ou misérable », comme dit la morale d'une fable célèbre.

Pierre Merlet

Samu et pompiers de Charente-Maritime : des économies criminelles

Le 4 août, un homme de 57 ans a appelé successivement le Samu et les pompiers à cause de douleurs à la poitrine, et s'est vu refuser par deux fois l'envoi des secours. Son frère a dû l'emmener lui-même à l'hôpital de Rochefort, où il est décédé en arrivant.

Des militants syndicaux des sapeurs-pompiers cités par le journal *Sud-Ouest* expliquent ainsi la décision de refus de secours : faute de moyens suffisants, « une douleur à la poitrine ne fait plus partie des motifs de départ réflexe » (c'est-à-dire départ automatique et immédiat

des secours), parce que « notre service public de secours gratuit [est] piloté sous le seul angle de l'économie de moyens ».

Une circulaire interministérielle du 5 juin 2015 accompagne ces économies, en supprimant encore des motifs de « départ réflexe ». Et cela fait peser de manière accrue la responsabilité sur les médecins régulateurs, en cas d'erreur de jugement.

Oui, la baisse des moyens matériels et humains mis à disposition des services publics de secours est criminelle.

Correspondant LO

Bison futé : bientôt en roue libre

Comme chaque année reviennent les grands départs, les chassés-croisés et les embouteillages de la période estivale. Cette fois-ci, le gouvernement fait mine de s'alarmer de la hausse du nombre de morts sur les routes : +19% le mois dernier, d'après le ministère de l'Intérieur. Cela ne l'empêche pas de prévoir une diminution drastique des moyens de Bison futé, l'organisme national d'informations routières.

Le secrétariat d'État aux Transports annonce en effet, pour mai 2016, la fermeture du Centre national d'informations routières de Rosny-sous-Bois ainsi que des centres régionaux associés, dont dépendent

environ 150 agents, et leur remplacement par une petite structure d'une dizaine de personnes. Bison futé continuera à diffuser ses prévisions de circulation mais, faute de moyens humains, la qualité de ces prévisions baissera considérablement.

Le gouvernement prend pour prétexte à ces fermetures le développement de nouvelles technologies, telles que les boîtiers GPS ou les applications pour téléphones portables, capables de partager des informations routières en temps réel. Outre le fait que celles-ci sont loin d'être accessibles à tous les automobilistes, notamment parmi les classes populaires, elles

n'offrent pas ou peu d'informations sur le réseau des routes dites secondaires, nationales et départementales. Et il y a fort à parier que c'est précisément sur celles-ci que Bison futé va devenir bien moins sagace.

Bernard Cazeneuve en appelle à la responsabilité des automobilistes sur les routes, mais le gouvernement fait le choix de les rendre moins sûres, supprimant au passage plus d'une centaine d'emplois. Il n'y a pas de petites économies, notamment quand il ne s'agit « que » de services utiles à la population.

Melika Rieux

PSA Sochaux : les seuls vrais assistés

Le parc de fournisseurs situé sur le site de PSA Sochaux doit ouvrir le 17 août avec trois entreprises, qui ne sont pas réellement des petites PME : Plastic Omnium, Inergy et Geodis. Il devrait s'agrandir dans le cadre du flux avec l'usine PSA Sochaux. La livraison des pièces se fera par de petits trains. D'ici 2016, cette zone d'implantation accueillera TI Automotive et MC Syncro, pour la préparation de roues. Tout ce chantier étant payé par l'argent du contribuable.

330 à 340 emplois seraient, paraît-il, créés dans ce parc fournisseurs situé sur le lieu de l'usine de Mécanique Nord, qui a fait disparaître 600 emplois et

alors que PSA vient de renvoyer 300 intérimaires.

Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) a acheté les 26 hectares de terrains et bâtiments situés dans le nord-est des usines. L'acte de vente a été signé vendredi 1^{er} août. Le coût de cette opération : 27 millions d'euros pour la réhabilitation et l'aménagement, auxquels s'ajoutent 3 millions mobilisés au tout départ de l'opération, sans compter le prix d'achat.

La famille Peugeot peut être tranquille quant à sa fortune : tous les politiciens de la région sont prêts à vider les caisses publiques pour elle.

Correspondant LO



Comment Pôle emploi fait des économies sur les précaires

À l'agence Pôle emploi où je travaille, la direction nous a annoncé que les contrats CAE (Contrat d'accompagnement dans l'emploi) ne seraient pas renouvelés et seraient remplacés par des jeunes de moins de 25 ans en service civique. Les « postes » qu'ils doivent occuper sont pourtant les mêmes, soit assurer le premier accueil : orientation des demandeurs, aide à l'utilisation des postes informatiques, photocopie... Si les tâches sont les mêmes, ce n'est pas le cas du salaire. Ils toucheront encore moins que les collègues en CAE : 573,65 euros net pour 26 heures.

De plus, contrairement au CAE, leur salaire ne

sera pas soumis aux cotisations chômage ; et à l'issue de leur service civique, ils n'auront pas d'allocations, à moins qu'ils y aient droit grâce à un emploi précédent. Enfin, s'ils avaient des allocations avant le début du service civique, celles-ci seront interrompues durant toute la durée du contrat, alors que les CAE pouvaient bénéficier d'un complément.

Comme le dispositif du service civique est censé proposer aux jeunes de 16 à 25 ans un « engagement au service de la collectivité », Pôle emploi a concocté une petite couche de dimension « citoyenne » en proposant deux types de postes, l'un

pour aider les handicapés et l'autre pour fournir une aide dans l'utilisation d'Internet...

Pôle emploi n'est pas le dernier à abuser des dispositifs divers et variés du droit du travail pour faire toujours plus d'économies sur les dos des chômeurs, mais ce sera sans notre participation. Car l'arnaque est évidente et nous avons été nombreux à dire que la direction ne devrait pas compter sur nous pour lui trouver des candidats ! En tout cas, une chose est certaine : si des patrons ont besoin d'idées pour économiser sur les salaires, ils peuvent prendre exemple sur Pôle emploi.

C.V., Seine-Saint-Denis

L'hôpital soigne la finance : pas les malades

Nous publions ci-dessous des extraits des bulletins Lutte Ouvrière de différents centres hospitaliers

Centre hospitalier de psychiatrie - Cadillac (Sud-Ouest)

Quand l'hôpital sert à soigner la finance

Entre 2002 et 2013, la dette des hôpitaux a triplé, passant de 10 à 30 milliards d'euros, remettant en cause leurs capacités de fonctionnement et d'investissement.

La raison tient à deux plans gouvernementaux, les plans Hôpital 2007 et Hôpital 2012, qui ont poussé les hôpitaux dans les griffes des banques. Si bien que chaque jour nous venons travailler pour rembourser cette dette avec ses intérêts qui enrichissent les banques et leurs actionnaires.

Endetter les hôpitaux, c'était le but !

« On a donc poussé les établissements à s'endetter », selon la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, avec ces plans qui étaient « un soutien davantage au monde bancaire qu'au monde hospitalier ». L'hôpital est ainsi devenu une pompe à fric pour la finance, une pompe qui aspire l'argent économisé sur le dos des soignants et dans les poches des patients pour remplir les coffres des banquiers. Chaque année, les sommes

détournées par les banques (Dexia, le Crédit agricole, la Caisse d'épargne, Royal Bank of Scotland) dans le cadre du remboursement de ces emprunts se montent à 2,5 milliards d'euros. Autant d'argent qui pourrait servir à embaucher, à maintenir les hôpitaux, les maternités de proximité. Mais cette manne pour le système financier n'est pas près de se tarir, car les seules recommandations faites par la commission se limitent à « former aux pratiques financières les équipes dirigeantes des établissements de santé ». Ça promet.

CHU Champmaillot - Dijon

Non à la loi du fric à l'hôpital

Des lits et des services entiers sont fermés l'été par mesure d'économies. La capacité d'accueil est réduite et, pour la direction, il faut faire sortir les patients coûte que coûte, car cela ne rapporte pas de les garder. Premier objectif : augmenter le turn-over dans les lits, quitte à ce que ces malades reviennent quelques jours plus tard, dans un état encore pire et en engorgeant les Urgences ! C'est éreintant pour nous, et aberrant pour les malades, mais c'est rentable du point de vue de



la logique financière de la direction. La nôtre, c'est que l'hôpital serve à soigner les malades qui en ont besoin. Ce sont deux logiques qui défendent des intérêts incompatibles.

La chasse aux lits est ouverte

Les fermetures de lits, la pression pour réduire la durée moyenne de séjour se sont accrues. Les Urgences sont débordées et c'est au moins trois appels par poste pour savoir si un lit s'est libéré. Alors on pousse nos patients en soins de suite avant même que le premier lever ne soit fait, les retours à domicile sont prévus du jour au lendemain, aux familles d'être présentes ! Voilà dans les faits la « réalité » économique que la direction nous prône !

CHU Bocage - Dijon

La patate chaude des heures sup'

En Endocrino, puisque c'était soi-disant plus « calme » la nuit, et que les équipes de jour étaient débordées et faisaient des heures sup' pour finir les soins, de plus en plus de tâches ont été confiées à la nuit en plus des soins habituels ; comme préparer les piluliers, les dossiers, ou encore faire les prises de sang (quitte à réveiller les patients à 4 h 30 du matin...). C'est à présent le personnel de nuit qui est obligé de faire 30 minutes de rab tous les matins. Il n'y a pas de mystère : si on n'y arrive pas, c'est qu'on n'est pas assez nombreuses pour faire le boulot. De jour comme de nuit.

Tout est dans tout et réciproquement

Avec les fermetures de lits, on case les malades dans n'importe quel service pourvu qu'il y ait un lit, qu'ils relèvent de la chirurgie digestive, de la CCV, de l'urologie, ou de l'ortho, s'il y a un lit en médecine 1, en Néphro ou en Rhumato, ça ira bien. Quant à surveiller correctement ces patients dont nous n'avons pas l'habitude, il n'y a que nous que ça a l'air d'angoisser.

Centre hospitalier - Bourges

Des économies sur notre dos

Les camarades en contrats embauchés pour remplacer à l'équipe d'Hygiène font 7 heures par jour. Comme cela ils n'ont pas de RTT. Supprimer les RTT ? Cela nous rappelle quelque chose. Il faudra juste qu'on nous explique comment faire en 7 h le même travail qu'en 7 h 36... Et ça, ce n'est pas possible.

Une façon de baisser les salaires

Les contractuels sont de plus en plus nombreux dans les hôpitaux, au point de représenter 20 % des effectifs au niveau national. Si leur nombre augmente autant, c'est avant tout parce qu'ils sont moins payés, qu'ils n'ont pas droit à toutes les primes. C'est scandaleux.

Papeterie ArjoWiggins – Wizernes : les salariés maintiennent la pression

La fermeture de l'usine de Wizernes dans le Pas-de-Calais était prévue pour avril 2014. Les lettres de licenciement sont finalement parvenues à la plupart des 307 salariés, d'abord mi-juillet, puis à la mi-août.

Cette filiale du groupe Sequana, détenue à plus de 20 % par l'État, transformait la pâte en papiers spéciaux, et la direction voulait regrouper la production dans une usine de la Sarthe.

Depuis la mi-juin, une

équipe de travailleurs, autour de militants CGT, a installé un blocage de l'usine pour empêcher la direction de faire sortir les machines, les cartes mères qui programment la production, la matière première, ainsi que les

produits finis dont la valeur atteignait plusieurs millions d'euros.

Le tribunal de Saint-Omer avait autorisé la poursuite du blocage, mais le 27 juillet la cour d'appel de Douai a jugé illégal d'empêcher la sortie du papier fini, invoquant la liberté du commerce et la nécessité de fournir les clients... alors qu'avec la fin de la production de Wizernes la direction se retrouve dans l'incapacité de

répondre à leurs besoins.

L'espoir d'une partie des travailleurs réside toujours dans une reprise de l'usine par un industriel, François Vessière, appuyé par un fonds d'investissement luxembourgeois (REM). Ce projet a pour l'instant été freiné par la direction de Sequana, qui voyait dans cette fermeture un moyen de diminuer la production de façon à augmenter le prix du papier.

Les industriels ou financiers, qu'ils soient français ou étrangers, privés ou liés à l'État, n'ont pour objectif que d'accumuler des profits en augmentant sans cesse les charges de travail et en supprimant toujours plus d'emplois, et éventuellement en limitant la production.

Dans tous les cas, c'est en opposition avec les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population.

Correspondant LO

Air France : la direction n'en a jamais assez

La direction d'Air France vient d'assigner en justice le principal syndicat de pilotes, le SNPL, qui refuse de donner son accord au plan d'économies de la compagnie, Transform 2015, au moins pour ce qui concerne les attaques visant les pilotes. De toute évidence, la direction cherche à passer en force. En effet, début juillet, un juge s'était déclaré incompétent pour décider de la procédure en référé lancée par Air France contre le SNPL, ce qui avait suspendu les poursuites judiciaires. Air France revient donc à la charge contre ce syndicat, alors qu'il a lancé un référendum auprès des 3 000 pilotes de la compagnie, pour leur demander s'ils approuvent ou pas le plan d'économies de la direction.

La direction d'Air France a préféré ne pas attendre le résultat de ce référendum. Elle avait, semble-t-il, de bonnes raisons de craindre qu'il lui soit défavorable. Elle n'a évidemment pas oublié ni digéré la grève massive des pilotes de l'an dernier

contre son plan d'économies Transform 2015. Et cela fait des mois que le SNPL refuse de donner son accord à une direction qui veut, avec ce plan, réaliser 2 milliards d'euros d'économies sur le dos de l'ensemble du personnel. Un plan qui a déjà eu pour

résultat la suppression de 8 000 emplois, une intensification de la charge de travail, de la flexibilité, de nouvelles attaques contre le salaire réel pour toutes les catégories de personnel, les pilotes pour leur part refusant notamment, à juste titre, une diminution

de leur rémunération pour les heures de vol de nuit.

Et ce n'est d'ailleurs pas fini. Car si la direction d'Air France piaffe d'impatience pour boucler ce plan drastique, elle en a déjà annoncé un autre : Perform 2020. Celui-ci vise à économiser 1,1 milliard supplémentaire et devrait entrer en vigueur fin septembre.

Certes, à Air France, les directions successives se sont employées à entretenir un certain esprit corporatiste, à diviser pour mieux régner en opposant telle catégorie de personnel à telle autre. En cela, elle n'a malheureusement pas manqué d'appuis auprès de certains syndicats

corporatistes et elle espère que le refus des pilotes à son plan sera perçu comme spécifique aux seuls pilotes.

Comme si les attaques qu'elle mène plan après plan ne frappaient pas toutes les catégories de personnel ! Tous ensemble, les travailleurs de toute la compagnie, toutes catégories et professions confondues, auraient les moyens de faire reculer une direction qui, ils le constatent, n'a aucune intention de s'arrêter d'elle-même sur ce terrain. À moins que les travailleurs ne l'y contraignent.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Demander au gouvernement de s'en prendre aux géants de l'agroalimentaire : **mission impossible**

Depuis le début de l'été, les éleveurs et d'autres agriculteurs réclament au gouvernement des mesures de protection face à la baisse des prix d'achat de leur production, qui met la survie de leur exploitation en danger.

Ceux qui imposent ces baisses de prix, ce sont les gros industriels du secteur et les centrales d'achat de la grande distribution. Ce sont eux qui, voulant toujours plus de profits, d'un côté rackettent les consommateurs, avec des prix les plus hauts possible à la vente au détail, et de l'autre les producteurs de base, les agriculteurs, en leur imposant, grâce à leur contrôle de monopole sur le marché, des prix d'achat les plus bas possible.

Mais le gouvernement tergiverse et refuse toute mesure contraignante contre les géants de l'agroalimentaire. Au

début de l'été, il a donné son axe de... non-intervention : « *Nous ne sommes pas dans une économie administrée* », a-t-il dit. Donc, pas question d'aller contre les lois du marché, celle de l'offre et de la demande, celle de l'économie capitaliste qui met les petits sous la coupe des plus gros, tant que ces derniers veulent bien les laisser survivre.

La seule intervention qu'a acceptée le gouvernement, c'est de mettre tout le monde autour d'une table et d'essayer de convaincre ceux qui imposent leur dictature sur le monde paysan de faire un petit geste. Le Foll, le

ministre de l'Agriculture, vient de réaffirmer qu'il entend favoriser « *la capacité à négocier, à discuter et que chacun assume ses responsabilités* ».

Mais c'est exactement ce qui s'est fait. Les industriels et la grande distribution s'étaient engagés à pratiquer des prix de base prétendument garantis, puis « *ils ont pris leurs responsabilités* », ont décrété que leurs engagements ne les engageaient pas et ont baissé leur prix d'achat de viande bovine, de lait, de porc, etc. Cela, en vertu de l'économie de marché et de la libre concurrence, que le gouvernement est là pour défendre. Comme tous ses pareils, il défend « *la force économique de l'agroalimentaire* » des trusts français qui font des milliards de profits, et aussi les géants de la

grande distribution, comme les plus gros capitalistes de tous les secteurs, par tous les moyens possibles. Les dizaines de millions « *d'aides aux filières de production* » promises par le gouvernement iront, comme toujours, encore enrichir les plus riches d'entre eux. C'est ce qu'on a vu au moment de la crise récente

des abattoirs.

On ne peut pas demander au gouvernement, garant des intérêts des gros capitalistes, de s'attaquer à ses maîtres. Il est là pour les servir et rien d'autre. Ce constat vaut pour les travailleurs, mais tout autant pour les paysans qui penseraient qu'il peut en être autrement.

Paul Sorel



Monde paysan : **qui donne le ton ?**

Si dans les entreprises et les quartiers populaires les mobilisations paysannes successives ont été vues en général avec sympathie, on ne peut pas dire que la réciproque se soit manifestée bien clairement. Parfois ce fut le contraire, avec des slogans hostiles aux salariés à l'occasion de certaines manifestations.

Dans le contexte d'une absence totale du monde ouvrier de la scène sociale et politique, ce sont les préjugés réactionnaires qui fleurissent actuellement chez les paysans comme chez les petits patrons et dans toute la petite bourgeoisie. D'autant que le monde paysan s'est radicalement transformé.

La petite paysannerie a fondu comme neige au soleil. En 1955, on comptait 2,3 millions d'exploitations agricoles où travaillaient 6,2 millions d'agriculteurs et de salariés agricoles regroupant 31 % de l'emploi total du pays. En 2000, cette part était tombée à 4,8 %, avec 1,3 million de personnes. Et en 2010, lors du dernier grand recensement, le nombre d'emplois est tombé à 966 000, dont 155 000 salariés agricoles permanents et 79 000 équivalents temps-plein saisonniers.

Cela s'est accompagné d'une concentration de la taille des exploitations. Rien qu'entre 2003 et 2012 la part des exploitations de plus de 100 hectares a plus que doublé. Les grandes exploitations ont aujourd'hui une part prépondérante dans

quasiment tous les grands secteurs de l'agriculture. Les exploitations de moins de 50 hectares, qu'on considérait auparavant comme moyennes, ont fortement chuté.

Parallèlement on a assisté à une transformation, voulue par les représentants syndicaux majoritaires, FNSEA-CNJA, et les gouvernements successifs, des exploitations agricoles en sociétés de type capitaliste classique. En 1985, la forme parallèle aux sociétés anonymes des entreprises a été lancée, les EARL, les établissements agricoles à responsabilité limitée. En 2010 on en comptait déjà 79 000, sans compter les dizaines de milliers d'autres sous des formes de société plus anciennes.

C'est dire si la paysannerie d'aujourd'hui a pris la forme majoritaire de petites entreprises, exploitées en majorité par leurs propriétaires, mais à la tête d'investissements lourds. Et une bonne partie des agriculteurs qui se plaignent à juste raison d'être maltraités par les plus gros, voire par leurs propres coopératives, sont tiraillés entre leur statut

d'entrepreneur, voire d'associé, très minoritaire, et celui de paysan subissant le diktat des mêmes. Si l'on prend le cas de la Cooperl pour le porc, la coopérative annonce 4 800 salariés et 2 700 éleveurs adhérents à la coopérative. Ce qui ne l'empêche pas de mener la guerre à ses adhérents.

On ne peut attendre de ce monde paysan qu'il soit capable par lui-même de se sortir de ses contradictions,

tiraillé entre l'espoir de devenir un grand du secteur selon les lois de la réussite capitaliste, « d'arriver », et la nécessité de survivre face à des puissants qui le pressurent.

Seule la classe ouvrière, en redevenant la force sociale et politique contestant toute la dictature capitaliste sur l'ensemble de la société, avec son avant-garde revendiquant l'expropriation de la classe exploiteuse,

pourrait offrir une alternative progressiste à la partie de la paysannerie qui travaille du matin au soir. En offrant aux paysans la possibilité de vivre dignement dans une société débarrassée de l'exploitation, en œuvrant par leur travail au bien-être de tous ses membres. Et de détourner ainsi ces paysans des mirages réactionnaires qui ne les mèneront nulle part.

P.S.

Cooperl et Bigard : « **Les bourgeois c'est comme les cochons...** »

Pour imposer leurs revendications, les éleveurs de porcs se heurtent au monopole organisé autour de deux mastodontes du secteur, la Cooperl et Bigard.

La Cooperl est née en 1966, et l'entreprise familiale Bigard deux ans plus tard. Ce n'est pas leur différence de statut, coopérative pour la Cooperl, société anonyme pour Bigard, qui permet aujourd'hui de les distinguer.

La Cooperl a connu l'histoire de bien des coopératives, devenues des entreprises capitalistes comme les autres, à l'image de nombre de compagnies d'assurances ou de banques parmi les plus importantes, tel le Crédit agricole.

Aujourd'hui, la Cooperl est un vaste conglomérat passé de la simple

commercialisation à l'abattage, à la production d'aliments pour bétail, engrais, traitement des déchets. Quant à Bigard, entreprise traditionnelle, il est devenu le premier producteur de viande porcine et bovine du pays, en absorbant la Socopa et Charal. Il dispose de 60 sites de production et de commercialisation à travers le pays.

Liés à la grande distribution, ces groupes peuvent imposer leur loi aussi bien aux éleveurs qui sont leurs adhérents qu'à leurs 19 000 salariés. Ils totalisent plus de deux milliards d'euros de chiffre

d'affaires pour la Cooperl, près de 4,5 pour Bigard.

La fédération de l'agroalimentaire CGT déclare à propos de ce dernier : « *Comment Bigard a-t-il pu racheter en quelques années Socopa et Charal si ce n'est grâce à l'exploitation des salariés et à l'augmentation de la productivité, aux spéculations et opérations financières, aux exonérations de cotisations sociales et autres CICE... et à la pression sur les prix payés aux éleveurs ?* »

Et ce qui est vrai pour Bigard l'est tout autant pour la coopérative Cooperl, aux dépens des salariés, des éleveurs, et des consommateurs.

Michel Rocco